

RÉUNION RÉGIONALE D'EXAMEN POUR L'AFRIQUE ET L'HAÏTI

Note thématique

SÉANCE 4

Mobiliser des ressources pour le développement durable dans les PMA Africains

Les PMA Africains dépendent en grande partie des ressources publiques, nationales et étrangères, pour financer leurs besoins de développement durable. Les estimations d'ici 2030 des besoins de financement pour atteindre les ODD/SDGs dans les PMA Africains vont de 15 à 25 % du PIB par an, avant même la pandémie COVID-19, et ont ainsi probablement augmenté en raison de ses nombreux effets négatifs sur toutes les sources de financement, y compris les recettes fiscales, les IDE et les envois de fonds.

En termes de mobilisation des ressources intérieures, les recettes fiscales des PMA Africains n'ont connu qu'une légère augmentation et restent inférieures au seuil de 15 % nécessaire pour le bon fonctionnement de plusieurs gouvernements appartenant aux PMA. Alors que plusieurs PMA ont entamé des réformes du régime fiscal, les recettes n'ont connu qu'une faible hausse. Il est donc nécessaire de renforcer les institutions ainsi que la coopération fiscale internationale.

Au sein des PMA, les gouvernements infranationaux et municipaux sont confrontés à des défis importants pour accéder aux financements publics et privés afin d'investir dans les infrastructures locales résilientes au changement climatique, les services publics et le développement économique local. De même, les petites et moyennes entreprises (PME) sont confrontées à des contraintes majeures d'accès aux capitaux. L'utilisation d'instruments plus innovants et plus tolérants aux risques, ainsi que des efforts de développement des marchés de capitaux à plus long terme et des réformes budgétaires seront nécessaires pour mettre le financement à la disposition de ces principaux acteurs nationaux.

Au cours de la dernière décennie, un développement majeur a été l'application de la technologie numérique à la fourniture de services financiers tels que l'épargne, le crédit, l'assurance et les envois de fonds dans les PMA africains. Cela a contribué à accélérer l'inclusion financière. Environ 21% des adultes en Afrique subsaharienne ont désormais un compte d'argent mobile, ce qui représente près du double de la part en 2014. Ceci a notamment facilité le transfert d'aides COVID-19 dans certains pays. Une adoption plus large des solutions de technologie financière (fintech) contribuera à approfondir l'inclusion financière, à mobiliser des ressources nationales et à construire des économies numériques inclusives.

L'APD des membres de l'OCDE / CAD pour les PMA est passée de 44,7 milliards de dollars US en 2011 à 45,9 milliards de dollars US en 2018, reflétant une baisse en termes réels ainsi qu'un passage des dons aux prêts. La part de l'APD totale allouée aux PMA est passée de 33% en 2011 à 31% en 2018.

Au cours de la même période, la part moyenne du revenu national brut (RNB) fourni en tant qu'APD aux PMA par les donateurs du CAD est passée de 0,1% à 0,09%. Le nombre de donateurs fournissant 0,15% ou plus de leur revenu national brut (RNB) sous forme d'APD aux PMA - conformément aux objectifs du PAI (Programme d'Action d'Istanbul) et de l'ODD 17 - est passé de 10 en 2011 à 06 en 2018. Depuis 2010, les recettes totales de l'APD ont plafonné à environ 60 dollars US par habitant des PMA. Par ailleurs, l'efficacité de l'aide n'augmente que très lentement. Dans l'ensemble, les apports d'APD sont encore plus importants que les flux privés, les IDE ou les envois de fonds, qui ont tous fortement diminué en 2020, tandis que leur importance relative a diminué au cours de la dernière décennie.

Le financement privé est de plus en plus considéré comme important pour atteindre les ODD/SDGs, en particulier par le financement de facilitateur de développement comme les infrastructures ou encore la réduction de la pauvreté par la création d'emplois. Alors que le financement mixte peut accroître les financements disponibles, seuls 6% ou 13.4 milliards USD de financements privés mobilisés par l'APD sont allés aux PMA entre 2012 et 2018. Les facteurs qui freinent le potentiel du financement mixte comprennent un climat d'investissement faible, un manque de projets pertinent méritant des investissements, l'utilisation limitée d'instruments permettant de prendre des risques au début du processus et la faible appétence au risque pour les institutions de financement du développement.

Les flux d'IDE vers les PMA restent faibles et instable avec 24 milliards USD en 2018, soit 1,8% des entrées mondiales d'IDE. Alors que les PMA africains ont représenté plus des ¾ des entrées d'IDE de 2011 à 2015, cette part a connu une baisse de près de la moitié en 2018 et est principalement concentrée dans les industries extractives, ce qui crée de faibles liens avec les entreprises locales et limite la création d'emplois et le transfert de compétences. En raison de la pandémie COVID-19, les IDE vers les PMA ont encore baissé, plusieurs projets d'investissement ayant été annulés. La promotion des investissements par les PMA avec le soutien des partenaires de développement pourrait inclure des informations sur les opportunités d'investissement, le partage des risques, l'harmonisation des normes régionales, l'assistance technique ainsi que les garanties.

Depuis l'annulation de la dette au milieu des années 2000, la dette a augmenté dans de nombreux PMA africains et en Haïti depuis 2012, avec quatre d'entre eux se trouvant actuellement en situation de surendettement et 11 autres à haut risque. COVID-19 a aggravé la situation. L'initiative de suspension du service de la dette (DSSI), qui est ouverte aux PMA, a apporté un certain soulagement à court terme, mais est limitée en termes de portée et de participation des créanciers et ne fait que reporter les obligations à une période ultérieure. Les vulnérabilités croissantes de la dette dans les PMA ne résultent pas seulement de l'augmentation des niveaux d'endettement, mais aussi des risques accrus liés à l'évolution de la composition de la dette publique et de la dette garantie par l'État. L'augmentation du service de la dette réduit encore le financement disponible pour les objectifs de développement, ce qui limite également la marge de manœuvre budgétaire pour réagir aux effets économiques de COVID-19. Parallèlement à l'amélioration de la gestion de la dette, des prêts et emprunts responsables, l'utilisation de nouveaux instruments tels que les prêts conditionnels de l'État, en tenant compte des risques climatiques, est une approche permettant de réduire le risque d'endettement élevé pour les PMA.

Un autre problème commun à plusieurs PMA africains est celui des flux financiers illicites FFI qui détournent également des ressources des ODD/SDGs. Le Programme d'Action d'Istanbul encourage les PMA à réduire les FFI à tous les niveaux, à améliorer les pratiques de divulgation et à promouvoir la transparence des informations financières. Cela doit être complété par des mesures visant à empêcher le transfert à l'étranger des fonds volés et une assistance pour leur récupération et leur retour.

L'objectif de cette session est de discuter des propositions sur la manière de relever les défis auxquels les PMA africains sont confrontés en ce qui concerne la mobilisation des ressources, allant des réformes et du renforcement -

des capacités aux initiatives concrètes. Cette session permettra également d'examiner d'autres domaines ayant une incidence sur la capacité des pays à tirer parti des ressources nationales et à tirer pleinement parti du soutien international, tels que la réforme du secteur financier, le développement d'une infrastructure financière adéquate ou la réduction des risques, y compris l'augmentation des risques liés au changement climatique. Par ailleurs, seront examinées les réformes aux niveaux national, régional et mondial qui peuvent aider les PMA à améliorer l'accès au financement, y compris la réduction des FFI.

Questions d'orientation:

- Comment accroître les ressources intérieures et la marge de manœuvre budgétaire des PMA sans provoquer une distorsion de l'économie ou une augmentation des inégalités ?
- Comment les solutions numériques peuvent-elles contribuer à l'expansion des services financiers, à la construction d'économies numériques et à la mobilisation des ressources nationales et étrangères ?
- Comment l'aide peut-elle devenir plus prévisible, efficace et alignée adéquatement sur les priorités des PMA?
- Quelles sources de financement innovantes peuvent être mobilisées pour « reconstruire en mieux » dans les PMA ? Quel rôle le financement mixte et les PPP peuvent-ils jouer dans l'apport de financement pour atteindre les ODD?
- Comment les investissements privés tant étrangers que nationaux peuvent-ils contribuer à « reconstruire en mieux » et à réaliser les **ODD/SDGs dans les PMA?**
- Comment la dette croissante des PMA africains peut-elle être ramenée à des niveaux viables et comment atteindre des conditions plus favorables pour les PMA?
- Quel rôle les fournisseurs du Sud peuvent-ils jouer dans l'amélioration des différentes formes de financement ?



